

## Nouvelles locales du mardi 23 février 2016

@rib News, 23/02/2016 - A Mutakura des tirs et explosions de la police en patrouille ont tué la cible d'une grenade et un policier est mort et deux autres blessés. A Musaga vers 20h des tirs et explosions ont été entendus. Les sources sur place indiquent que les hommes armés ont visé des agents de sécurité en patrouille et dans les échanges de tirs un habitant de Musaga a grièvement blessé. On ignore encore les détails des forces de l'ordre qui étaient en patrouille sur la 2<sup>ème</sup> avenue.

- Un jeune connu sous le nom de « Ndayi » a été tué par balles vers seize heures de ce lundi alors qu'il était en train de se rafraîchir dans un bar situé à Kigwati de la zone Kanyosha. Une autre attaque à la grenade a visé le marché de Kamenge vers midi de ce lundi et une personne est morte deux autres grièvement blessés. - Des policiers lourdement armés ont fait des arrestations vers 19h à Nyakabiga, des jeunes armés ont été relâchés tard dans la même nuit. La situation sécuritaire se détériore dans la capitale Bujumbura et se sont des innocents qui périssent. Les citoyens demandent aux parties en conflit de mettre en avant le dialogue au lieu d'utiliser le chemin de la violence. - Des habitants de Bujumbura qui fréquentent la plage du lac Tanganyika situé à côté du port de Bujumbura demandent que la sécurité de ces lieux soit renforcée. Ces citoyens bravant les insécurités régnant dans la capitale pour aller se baigner au bord du lac, craignent qu'il puisse y avoir des attaques à la grenade comme cela a été le cas dans d'autres endroits. Ils se rassemblent les gens que ce soit au centre-ville ou dans des bistrotis ici et là. Suite à ces insécurités qui règnent dans la capitale, les bars et restaurants qui avaient fleuri sur les plages du lac Tanganyika ne sont plus très fréquentés. - La police vient de dresser cet après-midi de mardi le bilan de la sécurité durant la visite du Secrétaire Général des Nations Unies Ban-Ki-Moon. Selon le porte-parole de la police, la situation à normale sur l'ensemble du territoire burundais sauf à Bujumbura. D'après Pierre Nkurikiye, depuis hier jusqu'à ce mardi matin, 12 grenades ont été lancées en mairie de Bujumbura faisant 2 morts et 20 blessés dont 10 grièvement. Il ajoute qu'un criminel a été tué ; 17 autres armés ont été saisis. Ainsi, dans les détails : à Ngagara Q5, 2 grenades ce matin sans faire de dégâts et 4 personnes interceptées. À Musaga, hier soir, 6 grenades faisant 2 blessés dont un militaire. À Kanyosha (Ruziba) toujours hier soir, une grenade faisant 10 blessés. À Kanyosha (Kajiji), un homme a été tué par la police au moment où il lançait une grenade. Cette grenade a été saisie. Ce lundi vers 17h, à Mutakura 12ème avenue, une grenade a blessé 2 personnes. Toujours vers 17h à Rohero, la police indique avoir découvert une grenade cachée près du parquet général. Vers midi, la grenade de Kamenge a fait 1 mort et 4 blessés. Selon la police, l'auteur et ses complices ont été interceptés. À 8h hier, la grenade au marché "Chez Siyoni" a fait un mort et 2 blessés. Par ailleurs, toujours dans ce bilan de la police, 2 véhicules ont été saisis. Ils auraient servi au déplacement lors des attaques. Enfin un fusil Kalachnikov, une cartouche et 400 balles, une paire de bottines militaires ont été retrouvés. - Droit de l'homme - Il s'appelle Aristide Mbonicura cet étudiant mémorand à l'institut supérieur des cadres militaires ISCAM qui est encore introuvable depuis lundi soir. Ses collègues ont raconté qu'il était dans sa chambre où il paraît avec un ami son maître de fin d'études. C'est à ce moment qu'une personne est venue lui dire que quelqu'un l'attendait à l'entrée de l'ISCAM. Il s'y est rendu en tenue de sport sans prendre son téléphone mobile. Ils ajoutent qu'ils ont consulté son téléphone et qu'il n'avait ni message ni appel. Les collègues du jeune officier ont finalement appris ce matin de leur supérieur qu'Aristide Mbonicura était détenu dans un cachot du Service National de Renseignement non loin de la cathédrale Regina Mundi.

- Diplomatie - Après une heure de rencontre avec le chef de l'Etat, le secrétaire général des Nations Unies Ban Ki Moon s'est adressé à la presse sans qu'aucune question ne soit posée. Il a indiqué que le président Nkurunziza lui avait promis de libérer 2.000 prisonniers et de tout faire pour que le dialogue soit inclusif. Ban Ki Moon a salué l'annulation des mandats d'arrêt internationaux pour certains opposants, un bon signe selon lui. Il a conclu que le peuple Burundais avait besoin de renouer avec la paix et qu'on ne pouvait se permettre aucune erreur. Le président Nkurunziza a quant à lui estimé que cette visite était importante. Selon lui, cette dernière a permis de renforcer les relations entre le Burundi et les Nations Unies. Parmi les requêtes du numéro un burundais, il y a celle sur le Rwanda qu'il faut persuader afin qu'il stoppe ses agressions contre le Burundi. - La visite de Ban Ki Moon vient à point nommé au Burundi après plus de 10 mois de crise. C'est l'analyse du professeur Charles Nditije président du parti Uprona aile non gouvernementale exprime sa satisfaction pour avoir constaté que le Secrétaire Général des Nations Unies Ban Ki Moon maîtrise parfaitement la situation politico-sécuritaire du Burundi. Mais certains acteurs politiques burundais, dont Nditije, restent sceptiques sur la mise en application des promesses faites par Pierre Nkurunziza sur la libération de 2000 prisonniers et le dialogue inclusif promis. À ce lundi, le Secrétaire Général des Nations Unies avait rencontré Nyabenda Pascal président du CNND-FDD, Nditije Charles président de l'Uprona aile non gouvernementale, Rwaswa Agathon du FNL et Léonce Ngendakumana de l'ADC ikibiri. D'autres points exprimés par les acteurs politiques est l'inquiétude de l'opérateur qui n'est pas totalement disponible, l'ouverture de l'espace public comme la réouverture des médias et laisser les partis politiques travailler en toute liberté. Ces acteurs politiques ont parlé également d'un génocide politico-ethnique en cours au Burundi. - Communication - Reporters sans frontières s'inquiète de la récente mesure du gouvernement de rouvrir la Radio Isanganiro et Rema. Pour cette organisation, cette mesure n'est qu'un geste qui vise à distraire la communauté internationale et à retarder les enquêtes relatives à la destruction des principales radios privées le 14 mai dernier. Dans un communiqué sorti ce mardi, la responsable du bureau Afrique Madame Clémentine Kahn-Sriber regrette l'autocensure des journalistes de ces deux radios qui risquent de triompher à leur neutralité pour la crainte de leur sécurité. Madame Clémentine interpelle les autorités Burundaises d'assainir la situation sécuritaire du pays et permettre la réouverture d'autres radios privées. - Les médias constituent des partenaires clés pour la réussite de la Commission Vérité et Réconciliation selon Monseigneur Jean-Louis Nahimana. Dans une réunion avec les responsables des médias ce mardi 23 février 2016, le président de la Commission Vérité et Réconciliation a indiqué que le rôle des médias est incontournable pour la réussite des activités de cette commission. Après la phase préparatoire qui a duré presque une année, Monseigneur Jean Louis Nahimana dit que c'est l'étape opérationnelle. Il sollicite l'ap

médias dans les activités que la CVR va entamer. Dans cette rencontre, les professionnels des médias ont accepté d'accompagner le processus de réconciliation. La Commission Vérité Réconciliation espère démarrer ses activités à partir du mois d'avril de cette année. À Santoyi - Le médecin provincial de la santé à Ruyigi a annoncé la réouverture de l'hôpital Rema de la maison Shalom à Ruyigi. Dr Minani Pierre précise que les services d'urgences seront fonctionnels en premier lieu. Il s'agit notamment du laboratoire, les consultations externes et les consultations prénatales. Cet hôpital redémarre avec 4 infirmiers payés par le gouvernement et un médecin directeur nommé par le gouvernement. Il n'y a ni docteur ni laborantin. La population de Ruyigi n'a plus confiance à l'hôpital Rema qualifié pourtant comme hôpital référence dans cette province. L'hôpital Rema a recommencé ses activités ce dimanche 21 février 2016. Il a déjà accueilli 7 patients. C'est après que vendredi le 19 février 2016, des agents de la police sous ordre du commissaire provincial de la province Ruyigi aient foncé les portes de cet hôpital à la recherche des clés pour entrer par force. Le 20 février, une délégation du ministre de la santé publique s'est rendue à l'hôpital Rema pour des travaux communautaires. Après ces travaux, le médecin provincial de la santé à Ruyigi a déclaré la réouverture de l'hôpital Rema. Société - Chaque matin, des enfants dont l'âge compris entre 2 et 15 ans se dirigent dans des quartiers aisés pour quêter la nourriture. Dans la commune de Muha, ces enfants viennent des quartiers Gisyo, Busoro, Nkenga et Ruziba de la zone Kanyosha. Ils se dirigent vers les quartiers de Kibenga et Kinindo. Ces enfants toquent sur des portails et demandent à haute voix s'ils peuvent avoir la nourriture. Des fillettes rencontrées à Kinindo disent qu'elles peuvent passer deux jours sans manger, raison pour laquelle elles quêtent le repas. À part les enfants, il y a d'autres qui ramassent les restes du charbon dont ils vendent une partie et rentrent avec l'autre partie pour cuire ce qu'ils ont acheté avec le produit de leur vente. La plupart de ces enfants disent qu'ils s'absentent souvent à l'école ont abandonné à cause de la misère. La situation est la même dans les quartiers de Mutanga Sud et Mutanga Nord où beaucoup d'enfants des quartiers Mugoboka descendent des montagnes pour demander de la nourriture dans ces quartiers de la commune Ntahangwa. L'ONG Giriyuja qui milite pour les droits de l'enfant indique que beaucoup de familles croupissent dans la misère et la conséquence est cette mendicité qui s'accroît. Cette ONG locale dit qu'elle a initié un programme de micro-crédits pour aider quelques familles démunies. - La crise qui vient de faire plus de 10 mois au Burundi a occasionné plusieurs changements, c'est notamment dans la manière d'organisation de cérémonies d'anniversaires d'événements sociaux. L'exemple le plus parlant est celui de la célébration des mariages qui se fait dans un temps limité et pour la plus part ne dépasse pas 18 heures pour question de sécurité. Ce changement est accueilli différemment, pour certains il est avantageux pour d'autres il est source de perte. Des personnes se plaignent comme quoi, maintenant les vendredis il y a des services où il est difficile d'avoir quelqu'un qui accueille les justiciables et souvent c'est dû au fait que certains travailleurs quittent le service prématurément. D'autres disent qu'avant la crise ils pouvaient honorer plus d'une célébration de mariage ce qu'ils ne parviennent plus à faire. Mais du côté de ceux qui font leur mariage c'est avantageux puisque le fait de finir les célébrations permet de minimiser les dépenses. Il arrive que les différentes célébrations comme les cérémonies de mariage civile, la réception de mariage et celle de levée de voile se fassent le même jour ce qui permet de réduire les dépenses. Avant la crise ces cérémonies pouvaient aller jusqu'à l'aube, cérémonies dans lesquelles il y avait des diners et soirées. C'occasionnaient des dépenses considérables et certains sollicitaient des crédits bancaires pour organiser leurs cérémonies. Économie - Les propriétaires des véhicules trouvent des difficultés à avoir du carburant dans la province Cibitoke. Il y a 3 jours que ce produit manque sur les stations-service. Ceux qui ont des véhicules affirment qu'ils ne peuvent plus les sortir suite au manque d'essence. Sur le marché noir, le carburant est vendu à plus de 3500 Fbu le litre au lieu de 1880 Fbu. Certains chauffeurs préfèrent acheter l'essence sur le marché noir malgré la hausse du prix affirmant qu'ils n'ont pas d'autre choix. Ceux qui font des voyages vers d'autres provinces craignent que le prix puisse être revu à la hausse suite à cette pénurie du carburant. Ils demandent aux autorités habilitées de prendre en main cette question dans les meilleurs délais. Ce problème de manque de carburant est également signalé dans d'autres provinces comme à Bururi et à Makamba. - Plus de 20 hectares de champ de riz ont été endommagés dans la commune Mutimbuzi par le débordement des eaux de la rivière Muzazi séparant la Mairie de Bujumbura et la commune Mutimbuzi. Non seulement des champs de riz endommagés, des champs de légumes ont été aussi touchés par ces eaux de débordement. Des riziculteurs disent qu'ils ont subi d'énormes pertes. Le débordement de la rivière Muzazi a détruit beaucoup de maisons dans la zone Buterere de la commune Ntahangwa et endommagé les infrastructures publiques telles que les routes. Des chantiers en construction dans la zone Buterere de la commune Ntahangwa ont momentanément suspendus. Tout cela, c'est suite aux pluies diluviennes de ce dimanche matin.